

ACTUALITÉS

MAROIS

SUIITE DE LA PAGE 1

La chef péquiste préconise un gel de tous les tarifs fixés par les sociétés d'État et les agences gouvernementales pendant la récession actuelle. «Après ça, dans une situation plus normale ou normalisée, on peut discuter des tarifs où ils s'appliquent, quelle est leur prévisibilité», a fait valoir Mme Marois. On pourrait ainsi empêcher la surconsommation, soutiennent les économistes. «Je crois que le raisonnement a du bon sens», juge Mme Marois.

Le gouvernement devra prévoir des «mesures compensatoires» afin d'éviter que les personnes à faibles revenus ne s'appauvissent, a insisté la chef péquiste. En outre, certains tarifs sont intouchables, a-t-elle affirmé. C'est le cas des tarifs des services de garde. «Une place dans un service de garde, c'est aussi important qu'une place à l'école», a-t-elle fait valoir.

Rappelons que, l'an dernier, Mme Marois avait réservé un bon accueil au rapport Montmarquette-Facal qui recommandait de relever les tarifs. Ce rapport fut prestement «tabletté» par la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, qui l'avait pourtant commandé.

Dans son exposé, Stéphane Paquin a décrit le modèle nordique ou scandinave, tel qu'il a été revu après avoir connu la déroute au début des années 90. Le Danemark, par exemple, a fait baisser son taux de chômage qui est passé de 9,6 % en 1993 à 3,5 % en appliquant un modèle basé sur des charges minimales pour les entreprises — il n'y a pas de salaire minimum, et les cotisations imposées aux employeurs sont faibles —, des prestations d'assurance-emploi très généreuses mais liées à l'obligation de participer à des activités de formation et une taxe de vente — une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) — très élevée. Or, il est très difficile pour un politicien d'augmenter les taxes de vente, a reconnu M. Paquin. «Bonne chance !», a-t-il lancé à Mme Marois.

Une enquête sur la Caisse?

Aux yeux de Pauline Marois, il est fort possible que la tenue d'une commission parlementaire ne soit pas suffisante pour faire toute la lumière sur les mauvais placements à la Caisse de dépôt et placement du Québec. Une enquête de la part du Vérificateur général est peut-être nécessaire, comme l'a proposé Yves Michaud, croit-elle, d'autant plus qu'il y a eu une certaine «contamination» des papiers commerciaux adossés à des actifs (PCAA) au sein de plusieurs organismes gouvernementaux et sociétés d'État.

Un appel au pacifisme

L'affaire soulevée par Patrick Bourgeois, du Réseau de résistance du Québécois (RRQ), et le journal *Le Québécois* a fait l'objet d'une proposition, hier, alors que Pauline Marois maintenait sa position d'interdire au parti ou à ses députés d'acheter de la publicité dans cette feuille indépendantiste.

Hier, Marc Laviolette, du SPQ Libre, continuait de soutenir que Patrick Bourgeois n'avait pas fait d'appel à la violence. La chef de cabinet de Mme Marois, Nicole Stafford, lui a donné une copie de l'article du *Journal de Québec* où M. Bourgeois s'en prend à la «radio-poubelle» qui sévirait à Québec. «Je ne sais pas comment on va régler [le problème] à part que de leur péter la gueule. On ne peut quand même pas mettre le feu dans les radios, mais si quelqu'un le fait un jour, moi j'vas applaudir», a dit M. Bourgeois tel qu'il a été cité par le quotidien.

Dans la proposition adoptée par les militants péquistes, il est stipulé que le PQ «reste solidaire des organisations indépendantistes qui œuvrent pacifiquement à la promotion du Québec». Mme Marois estime que ça disqualifie le RRQ. Or, pour la militante qui a présenté la proposition, Mireille Mercier-Roy, candidate défaite dans Beauce-Nord à la dernière élection, le journal *Le Québécois* fait partie de ces «organisations pacifistes». Dans un communiqué signé par M. Bourgeois, le RRQ, qui se qualifie de «non violent», s'est dit «heureux» de l'adoption de cette proposition.

Alors que la chef péquiste mettait au ban les jeunes indépendantistes du RRQ, le nouveau président du PQ, Jonathan Valois, proposait d'accentuer la présence sur le Web du parti en publiant son propre blogue. «Peut-être que je vais me retrouver dans des discussions qui vont déraiper [...], mais au moins les gens auront discuté», a-t-il livré au *Devoir*. De son côté, l'ex-député de Mercier, Daniel Turp, élu président de la commission politique du PQ, a proposé la tenue d'une «convention sur l'indépendance nationale du Québec» à laquelle seraient conviés les indépendantistes de toute mouvance, une idée que Pauline Marois trouve «très intéressante».

Le Devoir

Rectificatif

Le crédit pour la photo de M. Robert Fisk publiée en page A 10 de notre édition de samedi n'a pas été attribué correctement. Cette photo a été prise par Jacques Grenier, du *Devoir*. Nos excuses.

VANCOUVER

SUIITE DE LA PAGE 1

avait d'ailleurs admis que l'estimation des coûts de la sécurité d'un aussi gros événement est une science très inexacte. «On planifie pour un certain niveau de sécurité, mais on va savoir le vrai coût seulement à la fin des Jeux olympiques», avait-il dit, ajoutant: «On va faire tout ce qu'il faut pour que les Jeux soient sécuritaires.»

Retour sur investissement

Le partage de la facture n'est toutefois pas la seule surprise de ce contrat entre les deux gouvernements. Au paragraphe 5.03, on peut lire que l'entente accordée à la Colombie-Britannique un retour de 250 millions de dollars en «actifs» de sécurité à la fin des Jeux.

Le document ne donne aucun exemple, mais on peut supposer que plusieurs équipements seront donnés à la province après l'événement, que ce soit des caméras de surveillance, des détecteurs de métaux et d'explosifs, des véhicules tout-terrain, des barrières métalliques et ainsi de suite.

Certaines constructions (hangars, petits immeubles, etc.) pour la sécurité pourraient aussi être considérées comme des actifs. Le tout devra être négocié entre les deux gouvernements, peut-on lire.

Le document précise que les dépenses en «actifs» de sécurité, donc les achats et constructions nécessaires, devraient atteindre 498 millions de dollars. Jusqu'à ce montant, les actifs seront divisés à parts égales entre Ottawa et Victoria.

C'est donc dire que les 252 millions en frais de sécurité dépensés par la Colombie-Britannique ne le seront pas en vain, puisque des actifs équivalents reviendront à la fin des Jeux.

Il n'a pas été possible de savoir pourquoi les actifs de sécurité seront partagés 50-50 pour les 500 millions prévus, alors que le montant total de la facture de sécurité (900 millions) sera assumé en plus grande partie par Ottawa.

«Le gouvernement du Canada et ses partenaires ont adopté une approche globale pour la planification des mesures de sécurité, et nous sommes dans la bonne voie pour assurer la sécurité des Jeux», a dit Peter Van Loan par voie de communiqué, laissant entendre que cet événement est considéré comme ayant des retombées pancanadiennes, ce qui justifie peut-être la plus forte contribution du fédéral.

212 millions au ministère de la Défense

Quand on regarde en détail quels institutions et organismes fédéraux dépenseront le plus pour la sécurité des Jeux de Vancouver 2010, on se rend

compte, sans surprise, que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) arrive en tête, avec 492 millions de dollars (sur le total de 900 millions). C'est la GRC qui est le chef d'orchestre dans le domaine de la sécurité. Elle assurera la sécurité des athlètes, des entraîneurs, des dignitaires et des autres participants durant les Jeux.

Les Forces canadiennes, qui prévoient déployer 4000 soldats, déboursent quant à elles 212 millions de dollars. Transports Canada assumera 34 millions, notamment pour des services aériens le long du corridor Sea-to-Sky, entre Vancouver et Whistler, et pour veiller au mouvement sécuritaire des avions durant les Jeux. Transports Canada devra aussi mener des inspections dans les transports, peut-on lire.

Le Service canadien du renseignement de sécurité aura un budget de 11 millions, alors qu'Industrie Canada dépensera 10 millions pour mettre en place un réseau de communication à large bande.

Le gouvernement du Canada a également prévu 137 millions en guise de réserve pour éventualités, au cas où des événements imprévus nécessiteraient la mise en place de mesures de sécurité supplémentaires.

Le Devoir

OSCARS

SUIITE DE LA PAGE 1

bout de souffle dans *The Wrestler* de Darren Aronofsky. Mais Penn n'avait pas volé non plus sa statuette.

Après son double succès aux Golden Globes, la couverture de *Time Magazine*, Kate Winslet poursuit son ascension triomphante en remportant, follement émue, l'Oscar de la meilleure actrice pour son rôle d'Allemande ambiguë dans *The Reader* de Stephen Daldry.

Quant au défunt Heath Ledger, l'inoubliable joker de *The Dark Knight* de Christopher Nolan, il récolte outre-tombe, avec un hommage ému et une évocation de sa carrière, le laurier du meilleur acteur de soutien, seul moment touchant de la fête. *The Dark Knight*, le film américain le plus couru de l'année, a remporté aussi l'Oscar du meilleur montage sonore.

La soirée animée par l'acteur australien Hugh Jackman aura été peu enlevante. Ni phrases-chocs, ni décors étonnants, ni numéros éblouissants, même à l'heure de parodier les comédies musicales sous la direction de Baz Luhrmann. Le pari que s'était donné l'Academy de dynamiser la cérémonie pour rapatrier une audience fuyante, a fait chou blanc. Même Jerry Lewis a accepté sa statuette honorifique avec une étonnante sobriété. Restaient les jolies robes et le beau monde...

Penélope Cruz, stupéfiante âme tourmentée du *Vicky Cristina Barcelona* de Woody Allen, tourné en



Penélope Cruz a reçu hier soir à Los Angeles l'Oscar de la meilleure actrice dans un second rôle féminin, pour son interprétation de Maria Elena dans *Vicky Cristina Barcelona* de Woody Allen.

partie en espagnol, a brandi la statuette de la meilleure actrice de soutien, devant d'excellentes rivales dont Marisa Tomei dans *The*

Wrestler ainsi qu'Amy Adams et Viola Davis dans *Doubt*. Penélope Cruz est la première actrice espagnole à rafler la mise, mais son compatriote Javier Bardem, avait obtenu la statuette masculine l'année précédente.

Surprise! *Departures* du Japonais Yojiro Takita, sur fond de mort pacifiée, (couronné au dernier Festival des films du monde de Montréal), a raflé le prix du meilleur film en langue étrangère à la barbe des favoris: *Valse avec Bachir* d'Ari Folman et *Entre murs* de Laurent Cantet.

La Duchesse de Saul Dibb, qui valait vraiment pour ses spectaculaires costumes du XVIIIe siècle, repartait avec la statuette... des meilleurs costumes.

C'est *Man on Wire* de James Marsh, sur la balade du funambule Philippe Petit, entre les tours du World Trade Center qui a remporté la statuette du meilleur documentaire.

Bien entendu, la sans rivale *Wall-E* d'Andrew Stanton dans son paysage de fin du monde, a récolté le laurier du meilleur film d'animation, même si elle sécha pour ses sept autres nominations.

La maison en petits cubes de Kunio Kata remportait l'Oscar du meilleur court métrage animé, tandis que *Spielzeugland (Toyland)* de Jochen Alexander Freydank, drame maternel sur fond d'Holocauste décrochait celui du meilleur court métrage dramatique. *Smile Pinki* de Megan Mylan était couronné de son côté meilleur court métrage documentaire.

Le Devoir

CULTURE

«La culture ouvre sur l'espoir, et souvent sur la fierté»

SUIITE DE LA PAGE 1

sont en train d'en faire la preuve —, mais le maire Dilain est formel: l'action culturelle est beaucoup plus efficace et beaucoup plus «rentable» que le fait de repeindre les façades des maisons et les cages d'escalier délabrées.

L'espoir et la fierté

Comme toutes les banlieues érigées dans les années 1960 et 1970 en France, Clichy-sous-Bois est peu à peu devenu une ville fragmentée: on retrouve le même phénomène tout autant dans les quelque 150 villes hérissées de HLM qui entourent Lyon, Marseille et Lille que dans celles de la périphérie parisienne. Aujourd'hui, 80 % de la population vit là dans des «habitations collectives».

«Le petit village d'à peine 5000 habitants des années 50, explique le maire, a subi deux vagues d'urbanisation massive caractérisées par une paupérisation de plus en plus marquée. Depuis le départ des classes moyennes pour lesquelles tout cela a été construit, les nouveaux habitants n'ont bientôt plus trouvé les moyens de payer les charges: les bâtiments sont mal entretenus, et chaque nouvel arrivant habite un logement de plus en plus délabré.

«Après les pieds-noirs, les Maghrébins puis les Turcs, ce sont maintenant les Noirs des pays subsahariens, des Maliens surtout, qui y sont installés; ils forment environ le tiers de la population. Clichy-sous-Bois est une ville électorale, un creuset de cultures diverses... Pourtant, il n'y a pas de services chez nous, pas d'administration publique ni de transports en commun dignes de ce nom: nous sommes à peine à un peu plus de

15 kilomètres de Paris et l'on doit mettre au moins une heure trente pour atteindre le centre-ville! Nous vivons dans une banlieue enclavée: c'est inadmissible... mais c'est comme ça!»

Pas étonnant que la situation semble parfois sans issue et que Claude Dilain ait vu dans les yeux des manifestants, ces quatre longues nuits, des choses qu'il ne veut plus voir et qui ressemblent à désespoir le plus profond. «La culture ouvre sur l'espoir, poursuit-il, et souvent sur la fierté. C'est de cela que nous avons besoin dans les banlieues, tout autant que de bureaux d'information pour les chômeurs. D'ailleurs, c'est le seul terrain sur lequel peuvent se rencontrer des concitoyens d'origines et de cultures aussi diverses.»

Une image positive

Depuis près d'une quinzaine d'années maintenant, l'administration du maire Dilain, un fils d'ouvrier de la région qui est devenu pédiatre, investit dans la culture. Il a fait reconstruire la bibliothèque puis la médiathèque de sa petite ville. Il a aussi encouragé une troupe de comédiens professionnels, installés sous un chapiteau permanent devant la mairie, à travailler avec les jeunes: cela a donné la création de *La Résistible Ascension d'Arturo Ui* de Brecht, qui a connu un succès tellement phénoménal dans la communauté qu'il a fallu en donner des représentations supplémentaires puis même reprogrammer. En rappel, la même équipe travaille maintenant sur *Britannicus* de Racine. Il ajoute que tous les jeunes qui ont participé à ce projet ont comme par hasard vu leurs résultats scolaires s'améliorer considérablement...

Claude Dilain a aussi proposé à des photographes et à des écrivains de se pencher sur sa ville. Il insiste beaucoup sur le fait d'éliminer les «inégalités culturelles» qui font qu'à compétences égales, les jeunes des banlieues sont défavorisés parce qu'ils ne partagent pas les mêmes langages codés ou la même «culture» que ceux des villes. Prenant position dans un débat qui passionne les Français, il est de ceux qui voient «de façon très positive» le projet de décentralisation de la Comédie-Française à Bobigny.

Aujourd'hui, Clichy-sous-Bois compte un chapiteau permanent, un conservatoire de musique et une grande salle de spectacles polyvalente de 600 places, à laquelle est annexée une plus petite pouvant accueillir 40 personnes, où Claude Dilain et son programmeur Gérard Auger — un homme qui travaille fréquemment avec les diffuseurs québécois — entendent présenter des petites formes pour les jeunes enfants.

«Notre ville est jeune, conclut-il: plus de 50 % de la population a moins de 25 ans. Investir dans la culture ne règle pas tout, évidemment, et ça n'élimine pas les voyous. Mais pour nous tous, à Clichy-sous-Bois, il est important de nous donner collectivement une image positive. Après tout, nous sommes plus de 29 900 Clichois qui ne brûlent pas de voitures. Et nous voulons vivre ensemble une vie meilleure.»

Maire socialiste de Clichy-sous-Bois depuis 1995, Claude Dilain est aussi président de l'Association des maires Ville et Banlieue de France et fut jusqu'en 2005 vice-président du Conseil national des villes.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390